



Le projet de balkanisation du Congo : des complicités occidentales ?

Justin M. Ndandu¹

Dès son accession à l'indépendance, la République Démocratique du Congo (ancienne colonie Belge) a connu des troubles qui ont failli mener à son implosion. Ces troubles étaient la conséquence d'une décolonisation qui apparaît aujourd'hui comme ayant été piégée. Au courant des manœuvres de l'ex-métropole et de ses « coalisés » occidentaux qui tiraient les ficelles dans l'ombre, le Premier ministre élu, Patrice Emery Lumumba, avait dénoncé « les tentatives de balkanisation du Congo par les impérialistes occidentaux ». Soixante et une années plus tard, les tentatives de démembrement de cet immense et riche pays sont plus que d'actualité. Des études d'« experts » et les déclarations de certains dirigeants occidentaux ne laissent aucun doute à ce sujet. Le seul obstacle à ce projet conçu en Occident et la tentative de son exécution sur le terrain par le chef de l'Etat rwandais Paul Kagame adoubé par les Occidentaux, butte à la détermination du peuple congolais décidé à défendre au prix de son sang l'intégrité territoriale de son pays. Cette analyse montre comment une certaine Belgique politique a œuvré et semble encore œuvrer directement ou non au démentiel de son ex-colonie. Ce vaste projet qui peut parfois sembler diffus fait partie des nombreux sujets des échanges des belges d'origine congolaise de Bruxelles et au-delà et contribue à alimenter une méfiance envers les pouvoirs politiques actuels de leurs deux pays.

L'une des causes de la tragédie des Grands Lacs africains dont le Congo et les Congolais paient un très lourd tribut, c'est la volonté affichée du pouvoir rwandais de s'accaparer le Kivu ou d'y envoyer le trop plein de sa population sous prétexte que cette province congolaise aurait jadis appartenu au Rwanda. Ces velléités expansionnistes ou annexionnistes sont soutenues par des pays occidentaux : la France dans une moindre mesure, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Comme à son habitude lorsqu'il s'agit du Congo, l'ex-métropole, la Belgique, semble se murer dans son hypocrisie. Mais ces puissances occidentales ne l'avoueront jamais malgré les preuves, notamment les « études » de « scientifiques » occidentaux et les déclarations des représentants du pouvoir américain et anglais. Dans leur ouvrage Deneault, Abadie et Sacher affirment que « la guerre de pillage dans la partie Est de la RDC est soutenue et financée par certaines multinationales anglo-saxonnes dont l'une a son

¹ Membre de Bamko

siège dans l'Etat de l'Arkansas, fief de l'ancien président américain Bill Clinton »². Les trois auteurs canadiens ajoutent que « ces multinationales ont recruté certains penseurs et hommes politiques pour soutenir le projet de la balkanisation ou de l'implosion de la RDC afin d'avoir la mainmise sur les richesses du Congo ». On a effectivement droit à plusieurs théories conçues dans les milieux universitaires, médiatiques et politiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour justifier la disparition de la RDC en tant que pays et Etat.

Quelques penseurs et théoriciens de l'implosion de la RDC

Steven Metz, professeur à l'US Army War College. Il a enseigné à l'académie de l'état-major de l'armée américaine, renseigne sa biographie. Il a publié une étude sur la situation du « Zaïre » (RD Congo) en 1996 pour évaluer les types d'interventions qui pourraient être demandées à l'armée américaine. Dans « *Reform, conflict and security in « Zaïre »(RDC)* » publié le 5 juin 1996, il écrit à propos de la division éventuelle du Congo : « Certains observateurs estiment que le Zaïre (RDC) n'existe plus depuis longtemps en tant que nation (...). Les États-Unis n'auraient pratiquement pas d'autre choix que d'accepter tous les nouveaux États qui émergeraient du Zaïre (RDC). Ils pourraient offrir du soutien diplomatique pour réduire au minimum la violence qui accompagnerait cette désintégration nationale et ils (États-Unis) devraient ouvrir des canaux de communication avec les nouveaux États ». Steven Metz a fait cette analyse en 1995, une année avant l'agression-invasion de la RD Congo par l'Ouganda et le Rwanda en 1996 soutenue par les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Marina Ottaway, auteure de l'ouvrage « *Africa's new leaders, democracy or state reconstruction* »³ et co-directrice du projet « *Démocratie et Etat de droit* », avait fait un témoignage devant la sous-commission Afrique au Sénat américain, le 8 juin 1999. Un témoignage qui a l'air d'un plaidoyer pour le démembrement de certains pays africains avec la RDC en ligne de mire : « Les interventions peuvent être très louables, mais des interventions pour une partition du territoire africain et pour la création de nouvelles entités politiques placeraient les États-Unis et d'autres puissances étrangères dans le rôle colonial (...). L'alternative que je crois être plus appropriée pour le moment est de laisser les pays africains trouver leurs propres solutions. Inévitablement, cela comprendra une continuation des combats internes et entre États et, probablement, la division de certains pays avant d'arriver à une nouvelle stabilité ».

² Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher (2008) « *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique* », éditions Ecosociété, Canada.

³ paru en 1999 aux éditions Carnegie Endowment for international peace.

Mais, ce que l'Américaine Marina Ottaway ne dit pas c'est que les guerres entre États africains, -comme l'agression ougando-rwandaise qui endeuille la RDC depuis plus de deux décennies-, dont elle se contente de constater la tragique réalité, sont commanditées, soutenues et financées par les puissances occidentales, notamment par son pays, les États-Unis.

Dans un article publié dans le magazine américain « *Foreign* », deux autres oiseaux de mauvais augure, le professeur **Jeffrey Herbst**, chef de chaire à l'université de Miami et **Greg Mills** de la Fondation Brenthrust basée en Afrique du Sud, ont affirmé que « *There is no Congo* » (le Congo n'existe pas). Selon les deux auteurs, « *il est temps de cesser de prétendre le contraire* ». Ils invitent la communauté dite internationale à le reconnaître. Carrément !

Une autre étude élaborée par « **The Brookings Institutions** », un think tank américain proche du parti démocrate, et publiée par Global Poverty dans le cadre du développement de l'Afrique, estime que « *plusieurs causes seraient à la base du retard que connaissent plusieurs pays africains : étendue géographique, densité démographique, problème des ressources naturelles et montée de l'ethnicisme* ». Selon l'entendement des auteurs de cette étude, « *plus un pays est grand, plus la gouvernance est difficile* ». Ils affirment en outre qu'« *une forte démographie constitue un gros obstacle à une gouvernance efficiente de ces pays* ». Leur conclusion est aussi simple que simpliste : « *Cette situation se répercute ensuite sur la gestion des ressources naturelles et favorise des conflits interethniques* ». Ici, nous sommes face à une insinuation selon laquelle l'homme noir est incapable de réussir le management d'une entité vaste et très peuplée, comme c'est le cas de l'homme blanc. Du racisme assumé.

Et comme on pouvait s'y attendre, les pays tels que le Nigeria, le Soudan, l'Angola et la RD Congo sont mis à l'index. Pourtant, pour ceux et celles qui maîtrisent l'histoire de l'Afrique, les choses sont claires : les guerres qu'ont connues et connaissent les pays cités n'ont rien à voir avec des conflits interethniques dus aux disputes pour l'accès et la répartition des ressources naturelles. Les études et recherches ont démontré que la terrible guerre du Biafra au Nigeria a été commanditée et alimentée par la France. Elle avait pour objectif l'accès des compagnies pétrolières françaises au pétrole nigérian. Celle du Soudan qui a donné naissance à l'Etat du Sud-Soudan est la volonté de l'Occident. Là aussi, ce sont les matières premières du Sud-Soudan convoitées par l'Occident, le pétrole notamment, qui ont été à la base de ce démembrement. La « *guerre civile* » angolaise a, en réalité, opposé l'Occident et l'ex-bloc socialiste de l'Est européen : l'Unita (rébellion) de Jonas Savimbi⁴ avait le soutien américain par l'entremise de la CIA et le MPLA le soutien de l'ex-Union soviétique.

⁴ Nationaliste angolais

Comme à l'accoutumée, ce sont les matières premières de ce pays (diamants, pétrole, etc.) qui étaient à la base de la dispute entre les deux camps « ennemis ». C'est pareil en ce qui concerne les agressions-invasions de la partie orientale de la RDC par les armées ougandaise et rwandaise. Le temps a en effet fini par révéler les véritables agresseurs de la RDC. Quant au Rwanda et à l'Ouganda, ces deux pays font juste de la sous-traitance pour le compte des Occidentaux, les Anglo-Saxons (États-Unis, Grande-Bretagne et Canada) en tête.

Foireuses théories ethnicistes

Guerres entre États africains et guerres interethniques, disent-ils ? Le 22 septembre 2012, **Franck Jacobs et Parag Khanna** ont publié une nouvelle carte géographique de la planète, avec les « États-nations » qui seront issues de la nouvelle redistribution des frontières. L'article accompagnant la nouvelle carte du monde annonce la disparition de certains pays actuels, et notamment celle de la RD Congo. En ce qui concerne la RDC, la conviction des auteurs est essentiellement basée sur la trop grande abondance des ressources naturelles du pays et les convoitises que ces richesses provoquent auprès d'autres pays et peuples.

Déjà en 2006, le romancier et ancien membre des services de renseignement britanniques, **John Le Carré**, avait publié un roman intitulé « *The Mission Song* » (Le chant de la mission). Il y raconte ceci : « Rien que des théoriciens avant-gardistes, des néoconservateurs en vue, des sommités de la géopolitique, le genre de types qui se réunissent dans les stations de sky pour décider du destin des nations. Ce n'est pas la première fois qu'ils se penchent sur le Congo oriental, et qu'est-ce qu'ils y voient ? L'anarchie comme résultat probable des prochaines élections, les Chinois qui grattent à la porte pour rafler toutes les matières premières. Alors que faire ? Les Congolais n'aiment pas les Américains, et c'est réciproque. De leur côté, les Rwandais méprisent les Congolais ; ils sont disciplinés et efficaces. Alors, le plan américain c'est consolider la présence économique et commerciale du Rwanda au Congo oriental jusqu'à la rendre incontournable. Ce qu'ils veulent concrètement, c'est une annexion en douceur, et ils comptent sur un coup de main de la CIA ».

Une fois de plus, nous posons la question suivante : la tragédie vécue par les Congolais à l'Est de leur pays depuis plus de deux décennies serait-elle une guerre entre États africains ou une guerre interethnique ? Quelles ethnies feraient la guerre à quelles autres ethnies, et à propos de quelles ressources se battraient-elles ?

Qui sont les défenseurs de ce projet ?

M. First William ? Il a été le président de la sous-commission du Sénat américain sous l'administration Clinton. Voici ce qu'il dit à propos de la RD Congo : « *La frontière congolaise serait la source de déstabilisation tant par les forces internes que par les forces externes dont l'objectif consiste à favoriser le découpage du pays en cinq États indépendants : le Kivu-Maniema, le Kasai, le Shaba (Katanga), la province Orientale et l'Equateur, le Bandundu et le Bas-Congo* ».

L'ambassadeur **Herman Cohen**, ancien sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, lobbyiste de son état. Il avait proposé, en 2008, avant la prise de fonction du président Barack Obama, un plan pour résoudre une fois pour toutes le conflit à l'Est de la RDC. Trois ans après, en 2011, il avait précisé ses idées dans une interview accordée à un journaliste congolais du site « 00243 ». Cette interview avait été reprise par le journal congolais « *Le potentiel* » : « *Dans ma lettre au président Obama, j'ai suggéré que l'on légalise le commerce des minerais au Kivu qu'exploitent les hommes d'affaires rwandais. Le Rwanda a envahi le Kivu en 1998. Pendant six ans, il a mis en place des réseaux pour l'exploitation des minerais, surtout le coltan qui rapporte des milliards de dollars. Je pense que tout le monde trouvera son compte et la RDC percevra des impôts. J'ai proposé que le commerce des minerais soit légalisé. Mais, j'ai rencontré une farouche opposition de la part des Congolais qui évoquent la question de la souveraineté. Souveraineté ? Au Département d'Etat, le Kivu fait partie du Rwanda* ».

Comme il fallait s'y attendre, cette interview avait suscité la cynique et hypocrite réaction de l'Ambassade américaine à Kinshasa et le droit de réponse d'Herman Cohen au journal congolais « *Le Potentiel* ». Pour l'ambassade américaine, « *les propos d'Herman Cohen n'engagent pas le gouvernement américain* ». Quant à Herman Cohen, il s'était contenté d'un droit de réponse qui se concluait en ces termes : « *Je demande aux amis congolais de ne pas chercher midi à quatorze heures avec des débats juridiques inutiles. Il faut plutôt qu'ils cherchent des solutions sur le terrain* ».

Johnnie Carson, ancien sous-secrétaire américain aux Affaires africaines sous le premier mandat du président Barack Obama. Invité par Brookings Institutions au mois de février 2013 pour parler de la crise en RDC, Johnnie Carson a déclaré que « *la seule manière de procéder consiste à adopter une solution subtile bénéficiant de l'appui de la communauté internationale* ». Cette solution-miracle, selon ce politicien américain, est celle que les Nations Unies ont expérimentée en Yougoslavie (Europe) et au Soudan (Afrique). « *Nous sommes parvenus à une telle solution pour mettre un terme au conflit dans l'ex-Yougoslavie par le biais*

des Accords de Dayton. Nous avons réussi à mettre un terme à la plus longue guerre civile qu'ait connue l'Afrique, le conflit au Soudan, grâce à l'Accord de paix global négocié par les États membres de l'IGAD et appuyé par les États-Unis, la Norvège et la Grande-Bretagne ».

Nous savons à quels résultats ont abouti ces deux accords : la Yougoslavie a implosé en plusieurs États et le Soudan est divisé en deux États distincts. En Yougoslavie, plusieurs nationalités qui vivaient en paix autrefois s'étaient brusquement découvert des penchants nationalistes inconciliables, mis en valeur par certains pays occidentaux, notamment les États-Unis et l'Allemagne. Ce désamour avait fini par dresser ces peuples (Serbes, Croates, Bosniaques, etc.) les uns contre les autres.

Au Soudan, il est de notoriété publique que le sud chrétien a toujours subi l'hégémonie du nord musulman. Cette différence culturelle avait débouché sur une guerre civile alimentée du côté sud-soudanais chrétien par les Occidentaux et du côté nord-soudanais musulman par des pays musulmans.

Serait-ce le cas de la RD Congo ? La réponse est bien sûr non ! La RD Congo est victime des agressions de deux de ses voisins, l'Ouganda et le Rwanda. Plusieurs faits montrent que ces deux pays font de la sous-traitance pour le compte des Anglo-Saxons tout en se servant au passage. On sait également que ces deux pays instrumentalisent à leur tour des proxys (rébellions fantoches) pour faire croire que la crise est congolo-congolaise.

Sur la liste de ces prophètes de malheur, l'ancien président français, **Nicolas Sarkozy**. Lors d'une visite officielle au Rwanda en 2008, il avait déclaré que « *le Congo doit partager son espace et ses richesses avec le Rwanda, un petit pays à la démographie très forte et le Congo, un grand pays avec une gestion aléatoire des richesses* ». Pas de quoi être surpris quand on sait que l'ancien président français est un « atlantiste » et américanophile forcené. Une curieuse proposition au moment où la France, son pays, connaît une forte montée du racisme et de la xénophobie. La France où les idées les plus rances sont portées par « 70% des Français », comme l'affirme l'un des hérauts de ces idées, Eric Zemmour, très adulé par les masses et les médias français, et candidat à l'élection présidentielle.

Pendant ce temps, l'ex-métropole se tait dans les trois langues du royaume alors qu'elle a les clés du problème qu'elle a historiquement créé. Sans doute, parce que dans cette tragédie, c'est le Congo auquel elle semble n'avoir jamais pardonné l'indépendance qui est la victime de la menace d'implosion.

On peut parier que les Rwandais cesseront de regarder vers le Congo et de convoiter ses terres sous divers prétextes le jour où la Belgique dira aux compatriotes de Paul Kagame que l'Est de ce pays, le Kivu, n'a jamais été une partie du Rwanda et que l'écrasante majorité des rwandophones qui y ont élu domicile, ont été imposés par une décision de l'administration coloniale belge. Il ne s'agit nullement de contester la citoyenneté congolaise des rwandophones amenés, anciens réfugiés de longue date vivant au Congo. Il s'agit de dire que selon les prescrits du droit international et de la Charte des Nations Unies, le Congo dans ses frontières coloniales de 1885 appartient incontestablement et exclusivement aux Congolais.

Conclusion

Quand on scrute l'histoire de la République démocratique du Congo, un constat saute aux yeux : la Belgique est au centre des problèmes cruciaux auxquels ce pays est confronté. Notamment la « transplantation coloniale » des populations rwandophones à l'Est du Congo où la densité démographique était déjà plus élevée que dans les autres provinces du Congo. Ces grands déplacements de populations ont été à la base des conflits récurrents entre les populations autochtones et les rwandophones imposés. Le refus de la Belgique de mettre en place une instruction de haut niveau pendant la colonisation contrairement à d'autres métropoles créa un manque de cadres suffisamment formés pour prendre en charge les rênes du pays à son accession à l'indépendance. Une décolonisation piégée donc, avec comme conséquence l'effondrement de l'Etat congolais à cause de conflits instrumentalisés par l'ex-métropole et ses « coalisés » occidentaux dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France... ; avec l'ingérence de l'ex-métropole et ses « coalisés » dans les affaires du nouvel Etat afin d'empêcher la bonne marche du pays - ce qui fut, pendant les années 1960, à la base du chaos généralisé dont le Congo ne s'est jamais relevé -. Enfin, citons encore le hold-up économique et financier (le fameux « Contentieux belgo-congolais ») qui priva le Congo de moyens pour asseoir ses pouvoirs régaliens et prendre son envol, comme ce fut le cas de la plupart d'ex-colonies africaines, notamment la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Gabon, le Sénégal, la Tanzanie, le Botswana...

Pour citer cet article : **Justin M. Ndandu** (Juillet 2021)
« Le projet de balkanisation du Congo : des complicités occidentales ? »,
Analyse n° 8, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.